



CINQ ANS APRES LE 11 SEPTEMBRE :

PREMIERS BILANS DU TERRORISME DE MASSE SUR L'ECONOMIE MONDIALE

La violence des attentats du 11 Septembre a marqué l'entrée dans l'inconscient mondial d'une « nouvelle » menace. Menace nouvelle par sa cruauté (les populations civiles sont désormais des cibles potentielles) et sa persistance, le monde ayant fait face depuis aux attentats de Madrid, de Londres, ou encore de Bali et Bombay.

À court terme, et malgré leurs coûts humains, matériels et financiers conséquents¹, les effets du terrorisme restent limités pour les économies développées. À moyen et long terme par contre, les nombreuses mesures sécuritaires mises en place engendrent des effets beaucoup plus importants.

La manière dont certains pays mènent leur politique économique depuis cinq ans est révélatrice de cet impact à long terme du terrorisme. Ainsi, aux Etats-Unis, la mise en place de politiques volontaristes - retour du politique, constat de l'impossibilité d'ignorer les facteurs liés à la sécurité et la violence dans les analyses économiques – a mis fin à la période d'attentisme ambiant avant les attentats du 11 Septembre. Les analyses économiques ne peuvent plus considérer les attentats comme de simples chocs externes. Le comportement des agents économiques est plus sensible aux interventions publiques et au déroulement des opérations militaires qu'auparavant. L'économique est descendu de son piédestal, et côtoie désormais le politique et la sécurité. Comme le souligne Eric Lahille, chercheur associé au Centre d'Etude des Modes d'Industrialisation de l'EHESS, « le virage pris est donc le résultat du choc du 11 Septembre, d'une vision néo-conservatrice du monde et de l'architecture institutionnelle particulière des Etats-Unis ». En Europe, un tel changement n'a pas encore eu lieu, sans doute à cause d'un décalage institutionnel : l'économique y fonctionne plus rapidement que le politique. Une coordination plus forte entre pays européens permettrait probablement à l'Union Européenne d'avoir une réponse aussi réactive que celle des Etats-Unis.

Une deuxième approche des effets à long terme du terrorisme sur les économies est visible au niveau de la mutation des rapports entre secteur privé et secteur public en matière de sécurité publique. Alyson Bailes, directrice du Stockholm International Peace Research Institute, explique que le secteur privé s'investit de plus en plus dans les questions de sécurité et de bien-être individuel, national et international. Le terrorisme a également changé avec la mondialisation. Il s'est adapté aux innovations techniques et les a adoptées afin d'agir à la hauteur des stratégies de lutte qui lui sont opposées – si bien que certains comparent Al Qaeda à une multinationale telle que MacDonald. Si le secteur privé est souvent visé par le terrorisme, il est aussi parfois désigné comme responsable en tombant dans les jeux terroristes sources de profits et d'entretien des conflits. En ce sens, il est nécessaire de trouver un moyen de réguler le secteur privé en mettant au point des codes de bonne conduite, pour un comportement éthique et des profits « justes ». Pour Alyson Bailes, la prise en compte du respect de ce code de « Corporate Security Responsibility »² dans l'évaluation des entreprises pourrait favoriser un comportement « vertueux ». En outre, les entreprises, grandes et petites, occidentales et orientales,

¹ Le 11 Septembre, le nombre de morts a égalé le nombre de décès engendré par le terrorisme transnational entre 1988 et 2000. Le 11 Septembre, ce sont d'après l'OCDE 1,5 milliards de pertes pour les entités relevant de l'Etat et les collectivités locales, et 0,7 milliards pour l'Etat fédéral, l'arrêt des activités de couverture des dégâts du terrorisme par les assurances. Le 11 Septembre, ce sont aussi 11 milliards de dollars utilisés pour les opérations de sauvetage et de nettoyage, la disparition de 30% des superficies de bureau et des entreprises à Manhattan, 200 000 emplois détruits ou délocalisés. Le 11 Septembre enfin, les prévisions économiques ont été revues à la baisse comme jamais elles ne l'avaient été, la croissance du PIB réel a été ralentie mais a repris son augmentation dès la fin du dernier trimestre 2001 ; l'investissement fixe du secteur privé s'est fortement contracté mais a été compensé par la baisse du prix de l'énergie qui a encouragé la consommation des ménages et par les dépenses publiques (notamment dans le secteur de la défense, +9,5%). La demande globale s'est maintenue même si certains secteurs (transports aériens, assurances et tourisme) ont été plus durement affectés. La demande a fortement diminué pour ces activités, mais elle a augmenté dans le domaine de la sécurité et de la technologie de l'information.

² A la manière de la "corporate social responsibility" existant déjà dans les pays anglo-saxons.

peuvent jouer un rôle important dans l'analyse des risques terroristes – dans la compréhension de ces « franchises » terroristes, dans la mise en place de politiques de sécurité pour les opérations de marché ou dans l'exécution de mesures sécuritaires.

L'existence de bases de données recensant les attentats terroristes depuis la fin des années 1960 rend particulièrement intéressante l'étude des effets à long terme du terrorisme sur le commerce international. Même si les coûts engendrés par les mesures sécuritaires diminuent avec le temps, grâce à l'amélioration des techniques de contrôle, de vérification et de surveillance, ces mesures seraient plus contraignantes et plus pénalisantes pour l'activité économique que le terrorisme lui-même. Thierry Verdier et Daniel Mirza de l'unité de recherche PSE de l'EHESS montrent, à partir de l'examen des flux commerciaux bilatéraux des Etats-Unis sur 35 ans (1968-2003), que les incidents perpétrés par des groupes terroristes d'un pays donné contre les Etats-Unis affectent les exportations de ce pays vers les Etats-Unis. Cet effet peut être multiplié par trois si les victimes sont nombreuses. Ainsi, une augmentation de 1% de la fréquence des attentats perpétrés par un pays représentant de hauts risques terroristes (Colombie ou Pakistan par exemple) contre les Etats-Unis réduit les importations de ce pays à destination des Etats-Unis de 3%, et cet effet atteint 10% quand les attaques font de nombreuses victimes. Néanmoins, ces chiffres ne sont applicables qu'aux quelques pays les plus risqués (seuls 1% des pays sont associés avec des effets significatifs sur leurs exportations). Dans la grande majorité des cas, les importations américaines sont beaucoup moins sensibles et l'effet du terrorisme est quasi nul (0.02%). Une autre observation mérite d'être soulignée. Plus les pays ciblés sont ouverts et riches, plus ils sont vulnérables au terrorisme, alors que les pays sources (d'origine des terroristes) connaissent moins de terrorisme à mesure qu'ils s'ouvrent commercialement et deviennent riches. Ce résultat suggère une autre remarque importante. Une mondialisation augmentant la polarisation des revenus dans le monde pourrait renforcer la persistance du terrorisme. Et à l'inverse, une mondialisation égalisant les revenus dans le monde pourrait réduire le nombre d'attentats terroristes dans le monde.

Depuis cinq ans, les économies s'adaptent pour contrer la menace terroriste : les politiques économiques doivent intégrer de nouvelles dimensions sécuritaires afin de ne pas aggraver la perte de confiance des consommateurs, le secteur privé doit trouver ses marques pour ne pas entrer par mégarde (ou par profit) dans le jeu terroriste et demeurer seulement un outil de lutte. Reste que tout ceci ne doit pas priver de réflexion et d'action plus précises sur les causes du terrorisme...ce qui n'est pas encore fait !

*Anne-Sophie Novel*³

Bibliographie

Alyson J.K. Bailes et Caroline Holmqvist, « Les affaires et la sécurité : quel rôle pour le secteur privé ? », *Politique Etrangère*, 1/2006, Paris, Ifri

Alyson J.K. Bailes, « Terrorism and Business », Speaking Notes for the Groupe d'Économie Mondiale conference, Sciences-Po, Paris 5 September 2006 (<http://gem.sciences-po.fr>)

Alyson J.K. Bailes, *Business and Security, Public-Sector Relationships in a New Security Environment*, New York, Oxford University Press, Sipri 2004, 328 p.

Eric Lahille, « Terrorisme et politiques économiques: les Etats-Unis après le 11-9 », *Politique Etrangère*, 2/2005, Paris, Ifri.

Thierry Verdier et Daniel Mirza, "Are Lives a Substitute to livelihoods? Terrorism, Security and Bilateral Imports", Preliminary Draft, Octobre 2005, 51p.

Site Internet utile: www.sipri.org

³ Anne-Sophie Novel travaille au GEM sur les effets du terrorisme sur l'économie, sur les liens entre terrorisme, sécurité et commerce. Contact : annesophie.novel@sciencespo.org ou <http://gem.sciences-po.fr>